

Le trafic de cocaïne dope celui des armes à feu

Le phénomène, décrit dans un rapport, est paradoxalement aggravé par le succès d'interventions policières

La présence du trafic de drogue dans un pays affecte l'existence et les caractéristiques d'un marché illicite d'armes à feu. Ce constat émis par le think tank flamand Flemish Peace Institute dans un rapport remis à l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies ne date certes pas d'hier. Mais il présente le mérite de rappeler que le marché noir des armes ne connaît pas la crise. Plus grave: il paraît appelé à se développer à mesure que croît celui des stupéfiants.

Cela est particulièrement vrai avec l'essor du trafic de cocaïne, dopé par une production en constante augmentation. Selon l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, la culture de feuilles de coca pour la seule Colombie, premier producteur mondial, a augmenté de 13 % en 2022, pour atteindre le chiffre record de 230 000 hectares. Le recours croissant à la violence, «y compris les fusillades», découle pour une large partie de l'évolution de ce marché profondément bouleversé depuis les accords de paix survenus en 2016 en Colombie.

Un cercle vicieux

A compter de cet épisode, estiment les rédacteurs du document, «on peut observer une fragmentation accrue du paysage criminel lié à la cocaïne en Colombie (...) Cette érosion a ouvert la possibilité à des réseaux de trafic européens de moindre envergure d'accéder à des quantités de gros de cocaïne». Soucieux de «défendre, et souvent d'accroître, leur part du marché de la drogue», ces mêmes réseaux ont plus volontiers recours à la violence pour parvenir à leurs fins, à la notable différence d'organisations structurées et établies de longue date dans le paysage criminel (structures mafieuses italiennes, gangs de motards dans le nord de l'Europe), davantage tournées vers la quête de relations commerciales durables et pacifiées entre elles, conditions de profits stables.

Dorénavant, il est rare, pour ne pas dire exceptionnel, qu'une saisie de cocaïne ne soit pas accompagnée d'une saisie d'armes. En septembre 2022, l'opération conjointe «Trigger VII», menée par dix-neuf pays de l'arc Antilles-Caraïbes (dont la France), sous l'égide d'Interpol, avait ainsi permis de mettre la main sur plus de dix tonnes de cocaïne et un impression-

Les armes à feu ne sont plus l'apanage des chefs de gang soucieux d'asseoir leur autorité

nant arsenal de 346 armes à feu et près de 3 500 munitions. Mais de telles découvertes se vérifient aussi à l'échelon local, voire micro-local, dans les Etats membres de l'Union européenne. Dans l'Hexagone, les exemples abondent, à l'image de ce trafiquant nantais de 34 ans condamné pour importation de cocaïne en 2022 puis, un an plus tard, pour trafic d'armes.

Paradoxalement, la multiplication des opérations de police à travers l'Europe semble également favoriser un recours plus fréquent à la violence de la part des trafiquants. La rançon de ces succès dans la lutte contre la drogue illustre le cercle vicieux d'une problématique qui ne semble devoir connaître aucune fin: pour chaque équipe mise hors d'état de nuire, la libération d'un territoire, d'itinéraires d'acheminement, d'un marché entraîne des conflits de succession entre groupes concurrents, moins enclins à la collaboration.

Le phénomène a beau être documenté, les exemples cités par le rapport en donnent une mesure précise car quantifiable. Ainsi, la recrudescence de violences à Anvers, dont le port constitue la principale porte d'entrée de la drogue en Europe (près de 110 tonnes de cocaïne saisies en 2022, un record), apparaît directement liée, selon les autorités locales, aux succès de l'opération sur le réseau Sky ECC. L'infiltration et le décodage de cette messagerie cryptée, théoriquement inviolable, utilisée par les réseaux criminels, avaient permis le lancement de dizaines d'enquêtes et conduit à l'arrestation de plusieurs personnalités-clés du trafic international de stupéfiants, libérant de larges espaces à leurs concurrents directs.

En 2014 déjà, une opération d'infiltration de messagerie cryptée avait eu pour conséquence inattendue le vol de 200 kilogrammes de cocaïne dans l'appartement



d'un membre d'un gang monténégrin à Valence, en Espagne. Après cet épisode, quarante et une personnes avaient été assassinées au cours de représailles, du Monténégro à la Bosnie en passant par la Grèce, l'Autriche, l'Allemagne et les Pays-Bas, déstabilisant durablement les équilibres des gangs criminels dans les Balkans.

Fort pouvoir symbolique

Toutefois, souligne le rapport, dans le cas des Pays-Bas, c'est bien «l'attention historiquement insuffisante portée par la police à l'égard du trafic de drogue et d'armes à feu» et «la perception de sanctions laxistes pour les infractions liées à la drogue, en particulier pour les dé-

linquants mineurs», qui semblent à l'origine de la vague de violences qui touche le pays: le Dutch Firearm Violence Monitor, une base de données alimentée par les recherches menées à l'université de Leiden, note que «80 % des fusillades liées au milieu criminel aux Pays-Bas sont explicitement liées au milieu de la drogue».

«Facteur-clé» de cette violence, la disponibilité des armes à feu sur le marché illicite explique leur «propagation progressive», y compris dans les «segments inférieurs de la hiérarchie criminelle», où les petites mains du trafic «ont désormais également tendance à avoir davantage accès à ces armes à feu et à les utiliser plus rapide-

ment». Les saisies opérées quotidiennement par les services de police, de gendarmerie ou des douanes en France lors de démantèlement de points de deal illustrent: les armes à feu ne sont plus l'apanage des chefs de gang soucieux d'asseoir et d'incarner leur autorité et leur pouvoir de nuisance.

Aux mains de leurs subalternes, elles constituent non seulement des outils défensifs ou offensifs très efficaces, mais témoignent aussi d'un fort pouvoir symbolique adossé «à la réputation que leur confère leur possession», notamment pour certains types d'armes – comme les kalachnikovs, dont la disponibilité sur le marché noir semble intarissable.

Les voies d'acheminement de cette marchandise sont, du reste, parfaitement identifiées. A destination de l'Europe, elles se confondent avec la «route des Balkans (...) corridor logistique important, avec des milliers de camions transportant diverses marchandises entrant chaque jour dans l'Union européenne», essentiellement «par voie terrestre à travers la Hongrie jusqu'à l'Europe centrale et la Scandinavie» ou «à travers la Slovénie jusqu'au nord-ouest de l'Europe».

Les chiffres fournis par le programme Empact de l'Union européenne, qui associe les forces de l'ordre des Etats membres et des agences communautaires spécialisées, donnent la mesure de cette contrebande: quelques «journées d'action conjointes» menées en octobre 2021 et en octobre 2022 ont permis la saisie de 262 armes à feu, 14 575 munitions, des explosifs en quantité, 72 grenades, une mine antipersonnel et même... deux missiles antichar.

«Traumatismes sociaux»

Cette profusion de stocks facilement accessibles favorise, sans surprise, une véritable course aux armements de la part des gangs. «Cela augmente la létalité de la violence liée à la drogue, ce qui amène les criminels à vivre dans la peur d'être abattus, ce qui accroît encore la demande d'armes», autant pour se protéger que pour mener des offensives «préventives» ou conquérir des marchés. Une dynamique qui peut également bénéficier, certes marginalement, à certains réseaux terroristes.

Pour tragiques qu'elles soient (une cinquantaine de morts dans des règlements de comptes essentiellement liés au trafic de drogue pour la seule ville de Marseille depuis le début de l'année 2023, sans compter les victimes collatérales), les conséquences directes d'un recours généralisé à la violence par arme à feu de la part de trafiquants ne sauraient effacer ce constat: non seulement «ces conflits ont également un impact sur la confiance du public dans les institutions», mais «des communautés entières, des familles et des enfants subissent des traumatismes sociaux, émotionnels et physiques dus à [une] culture omniprésente de peur et de violence». Autant de traces d'un «impact profond et durable sur la société».

ANTOINE ALBERTINI
ET THOMAS SAINTOURENS

«Les armes imprimées en 3D constituent une menace émergente»

Le chercheur Nicolas Florquin estime que les groupes criminels recourent de plus en plus à cette technologie, créant de nouvelles filières

ENTRETIEN

Chercheur au Small Arms Survey, un programme de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève, Nicolas Florquin juge que «c'est l'ensemble du système réglementaire de contrôle sur les armes à feu qui doit être repensé afin de contrer les nouvelles tendances» de fabrication d'armes par impression 3D.

Que l'usage des armes au sein des groupes criminels impliqués notamment dans les trafics de drogue révèle-t-il?

Les groupes criminels les plus structurés et puissants ont généralement accès à des armes plus performantes et onéreuses, mais ils ont également tendance à n'utiliser ces armes qu'en cas de force majeure, pour défendre leurs intérêts. Au contraire, les gangs de rue, qui disposent de moins de ressources, se contentent souvent d'armes disponibles localement.

Selon le contexte, celles-ci peuvent inclure les pistolets d'alarme convertis (relativement bon marché), les armes volées auprès de particuliers ou d'armureries (en France ou trafiquées depuis des pays voisins) ou encore des armes originaires de l'ex-Yougoslavie qui peuvent circuler sur les marchés illicites depuis plusieurs années.

Au-delà du nombre croissant d'homicides, les observateurs sont marqués par les nombreuses balles perdues et la faible maîtrise technique des tireurs...

Cela peut recouper l'hypothèse que certains groupes de rue ont moins de ressources et donc des membres moins bien entraînés. Atteindre une cible avec une arme à feu nécessite un savoir-faire, une expérience de leur manipulation et une connaissance des règles de sécurité. Il n'est pas si étonnant que cela parte dans tous les sens si les tireurs n'ont pas cette expérience. Certains n'ont probablement pas été formés sur

le long terme, comme c'est le cas dans les organisations mafieuses plus établies. Dans d'autres cas, il semble que les tireurs utilisent le tir en rafale volontairement, sans se préoccuper des dommages collatéraux. Dans les deux scénarios, c'est une impression de chaos qui se dégage, de désorganisation et de provocation.

Quelles sont les origines des armes utilisées lors des violences perpétrées par les groupes criminels organisés?

Ces dernières années, Europol et nous-mêmes, au Small Arms Survey, avons souligné l'importance de la filière des armes converties. Par exemple, des groupes criminels organisés au sein de l'Union européenne ont été impliqués dans des trafics transfrontaliers d'armes de type à «expansion acoustique», ainsi que d'armes dites «Flobert». Il s'agit d'armes réelles, parfois automatiques, issues de surplus militaires et transformées en armes à blanc

«Ces armes sont difficilement traçables du fait de l'absence d'un numéro de série»

ou de petit calibre Flobert pour être vendues sur le marché civil, notamment en Slovaquie, jusqu'à ce que les autorités renforcent leur législation en 2015 puis en 2022. Les trafiquants pouvaient facilement «rétro-converter» ces armes dans leur calibre d'origine, et les groupes organisés en ont profité pendant plusieurs années pour acquérir et trafiquer des vraies armes de guerre dans de nombreux pays européens.

Quelle place occupent aujourd'hui les armes imprimées en 3D dans les arsenaux criminels?

Les armes imprimées en 3D constituent une menace émergente. Les imprimantes permettent potentiellement aux criminels de produire leurs propres armes sans avoir recours au trafic national ou transfrontalier. Ces armes sont difficilement traçables du fait de l'absence d'un numéro de série, même si les experts scientifiques travaillent activement sur cette question pour y remédier. A ce jour, on ne compte qu'une quarantaine de cas d'armes imprimées en Europe.

L'utilisation et le tir de ces armes dans des affaires criminelles restent très limités, mais ils sont voués à s'accroître au fur et à mesure que la fiabilité et la disponibilité des armes imprimées 3D augmentent. Cette tendance est inquiétante, car les armes imprimées 3D délocalisent la production de l'usine vers les particuliers, y compris les criminels. C'est l'ensemble du système réglementaire de contrôle sur les armes à

feu qui doit être repensé afin de contrer ces nouvelles tendances.

La lutte contre la prolifération des armes légères est-elle un combat perdu d'avance?

Le marché des armes illicites est évolutif, dans le sens où les trafiquants s'adaptent aux nouvelles législations et vont faire preuve d'ingéniosité pour créer de nouvelles filières. Il s'agit à première vue d'un combat déséquilibré entre un marché illicite qui est très proactif et les instances régulatrices nationales et européennes qui doivent suivre des processus prenant du temps et des ressources.

D'un autre côté, le fait que les criminels doivent souvent se contenter de ce type d'armes modifiées est en quelque sorte une preuve de l'efficacité des règlements européens: il demeure difficile d'acquiescer de vraies armes de guerre, et leur prix sur le marché illicite peut être très élevé.

PROPOS RECUEILLIS
PAR A. AL. ET T. ST.